

Roland Roth nouveau président de l'Eurodistrict SaarMoselle

« La coopération a fortement progressé »

Le 30 juin 2016, les membres de l'Eurodistrict SaarMoselle ont élu Roland Roth, président de la communauté d'agglomération Sarreguemines Confluences, aux fonctions de président occupées depuis deux ans par Peter Gillo, directeur du district de Sarrebruck. Les deux hommes intervertissent leurs fonctions tant à la présidence qu'à la vice-présidence, assurant ainsi la continuité du Groupement européen de coopération territoriale. Recueillis deux semaines avant cette nomination, les propos de Roland Roth témoignent de la pérennité des objectifs de l'Eurodistrict.

L'Eurodistrict intervient-il en complément des compétences respectives de ses membres, en tant que force de proposition ou en tant que pilote ?

Aucune collectivité membre n'a transféré ses compétences à l'Eurodistrict, car c'est administrativement impossible. Nous ne pouvons rien faire sans l'accord de nos membres. Cela ne nous empêche pas d'être pilotes en ouvrant le débat. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il subsiste une grande méconnaissance des fonctionnements et des réalités respectives de part et d'autre de la frontière.

Quel est selon vous le principal acquis de la coopération depuis sa création de l'Eurodistrict ?

C'est certainement le rapprochement qu'il a permis sur un territoire de plus en plus étendu. Née voici une vingtaine d'année sous forme associative, la coopération a fortement progressé. Il existe aujourd'hui une assemblée officielle et un mode de gouvernance qui permet un impact territorial important, comme en témoignent le projet Bande bleue sur l'aménagement des berges de la Sarre ou le parcours cyclable Vélo-Visavis.

Quelle serait à moyen terme la réalisation la plus structurante ?

Il y en aura plusieurs. Nous assisterons certainement à des progrès en matière de développement économique et de coopération sanitaire. Le projet de tram-train Sarrebruck-Forbach ou de bus en site propre dépendra de décisions politiques. L'Eurodistrict a un rôle d'accompagnement dans cette réflexion.

Quels souhaits aimeriez-vous exprimer aux instances gouvernementales nationales ?

Il serait souhaitable de mailler le territoire de sites d'information et d'harmonisation. Qu'il s'agisse de dispositifs juridiques ou fiscaux, les frontaliers se trouvent sans cesse confrontés à de petites difficultés exaspérantes qu'il ne serait pas difficile de résorber. Ces clarifications donneraient à l'opinion publique une meilleure opinion de la politique européenne.